

# du flambeau national ?

Désormais, il n'est plus possible pour l'industrie pétrolière d'augmenter sa production. Tout au contraire, elle entame son déclin définitif. Sachant que la croissance économique nécessite, par ailleurs, toujours plus de pétrole d'une année sur l'autre, la demande mondiale dépassera rapidement l'offre en hydrocarbures.

Les tensions sur le marché de l'énergie s'exacerberont progressivement jusqu'à devenir insoutenables. Bien qu'officiellement l'Algérie réfute l'horizon limité à 15-20 ans pour sa propre production, il n'en demeure pas moins que la production mondiale en hydrocarbures a atteint son pic, selon des études récentes, entre 2005 et 2008.

D'ailleurs, l'explosion du prix du pétrole durant le dernier semestre 2007 et le premier semestre de 2008, culminant à près de 150 USD en juillet, est in fine due à ce passage délicat où la moitié des réserves en hydrocarbures dans le monde a été consommée.

L'ère du pétrole à bon marché est définitivement close. Et si les prix du baril se sont affaiblis fin 2008 en écho à la crise financière et économique mondiale, ils repartiront de plus bel dès les premiers frémissements d'une reprise économique mondiale (essentiellement des pays émergents, Chine, Inde, Brésil...) mais qui se heurtera à nouveau au renchérissement du marché pétrolier qui suivra.

Nous le voyons bien actuellement, malgré la timidité de la reprise — si reprise il y a —, le prix du baril reprend du poil de la bête (à plus de 80 dollars fin octobre).

A partir de ce moment là, les prévisions sont encore hésitantes. Y aura-t-il malgré tout, une reprise économique significative, suivie d'un nouveau choc des prix, puis en contre-coup une nouvelle récession avec baisse des prix pour cause de recul de consommation, puis de nouveau reprise... ainsi de suite avec des oscillations sur une courbe dont la pente serait descendante ? Ou alors y aura-t-il d'emblée une récession définitive, longue et chaotique menant le monde vers la décroissance définitive ?

Peu importe le scénario exact, le fait est que le monde entre dans une nouvelle phase d'un reflux général qui engendrera des tensions et des conflits multiples. Les

conséquences sont loin d'être maîtrisées.

Les besoins énergétiques mondiaux des prochaines décennies ne pourront plus être comblés par les seuls hydrocarbures, pétrole et gaz, ni par les autres sources d'énergies fossiles tel que le charbon ou les schistes bitumineux. Ni l'énergie nucléaire, ni les autres énergies alternatives ne sont en mesure aujourd'hui de remplacer le pétrole ni à terme.

En particulier, le secteur des transports sur lequel est construite la mondialisation en dépend à 95 % et le renchérissement inévitable et continu du prix du baril paralysera progressivement tout le système. Les compagnies aériennes commencent à souffrir sérieusement du coût du kérosène et des pertes colossales s'accumulent (4,5 milliards de dollars au premier semestre 2009 pour les compagnies aériennes américaines). Peu à peu, le transport aérien se rétractera pour devenir un mode de transport très restreint et sélectif.

Par ailleurs, le parc de voiture évalué à près d'un milliard d'unités dans le monde qui fonctionne aux carburants dérivés des hydrocarbures est tout simplement non adaptable tel quel à la nouvelle réalité. Ni les moyens industriels, ni la disponibilité des matières premières, ni la finance déjà très affaiblie, ni la maîtrise des technologies employant les énergies alternatives ne permettront un tel réajustement, c'est-à-dire un remplacement général du parc automobile en temps voulu.

Dès lors, le coût prohibitif des déplacements et des transports de marchandises donnera le coup fatal à la politique de délocalisation des industries et par conséquent à la mondialisation telle qu'elle a été conçue jusqu'à maintenant.

3) Enfin, les changements climatiques, désormais admis par la communauté mondiale comme étant l'un des principaux dangers qui guettent de vastes zones de la planète et donc une bonne partie des humains, poseront de lourds défis.

La baisse de la pluviosité et le manque d'eau subséquent dans la région du Maghreb mettra en difficulté nos propres ressources agricoles sans parler des déstabilisations de nombreux pays du Sahel et d'Afrique déjà assoiffés avec des mouvements migratoires massifs



L'ère du pétrole à bon marché est définitivement révolue.

des populations vers le Nord.

## Un monde différent et risqué

Ces trois contraintes combinées (effondrement du système monétaire international lié au dollar, la fin du pétrole, les changements climatiques) vont entraîner des bouleversements à l'échelle planétaire. Déjà, les conflits au Proche et au Moyen-Orient en sont les premières manifestations.

La zone du sahel, au Sud des réserves gazières algériennes, donne d'inquiétants signes d'alarme. Le monde est dans une sourde mais réelle guerre pour les ressources naturelles. Les mastodontes que sont les Etats-Unis, la Chine, l'Inde et la Russie, agissent souvent en sous-main. Des turbulences importantes sont en voie de constitution là où des réserves d'hydrocarbures existent : autour de la mer Caspienne, au Moyen-Orient, en Afrique.

Les terres fertiles seront également au centre d'enjeux stratégiques. La Chine mais aussi les pays du Golfe achètent d'immenses surfaces agricoles aux pays pauvres, en Afrique et en Asie. Comment dans ces conditions, l'Algérie affron-

tera ces défis mondiaux ? Quelle est notre sécurité stratégique concernant nos réserves de pétrole (faibles) et surtout de gaz ? Quelles sont nos garanties d'intégrité alors que les grands de ce monde lorgnent d'une façon ou d'une autre les richesses précieuses et pour ainsi dire vitales autant pour nous que pour elles ? Face à ces bouleversements mondiaux, comment le pays se comportera-t-il ? Aura-t-il les moyens de s'inscrire dans une nouvelle vision mondiale qui lui assurera sa sécurité et sa stabilité ? Pourra-t-il remédier à ses propres carences internes en vue de se déployer face à l'extérieur ? C'est là que la volonté de la nation doit intervenir. Comme en 1954, le peuple devra être interpellé, mis au courant de ses affaires, préparé à affronter les dures réalités. L'avenir passe par le présent. C'est dès maintenant que les pouvoirs publics doivent engager le pays vers son adaptation aux futures conditions de vie des nations.

La domination des Etats-Unis n'est plus maintenant que relative et l'unilatéralisme est mort et enterré. L'Algérie doit réévaluer ses intérêts

dans la nouvelle perspective mondiale, dans un cadre de coopération et de prise en compte des vrais intérêts mutuels avec des partenaires fiables.

## Que doit faire l'Algérie ?

L'Algérie, qui déclare posséder 144 milliards de dollars en bons du trésor américain serait bien inspirée de les convertir immédiatement (si ce n'est déjà trop tard) en or et rapatrier physiquement le métal en Algérie. Le papier-or n'est quant à lui désormais plus crédible, les banques occidentales auraient vendu virtuellement jusqu'à 20 et même 35 fois l'or physique qu'elles détenaient ! Le cas échéant, une partie de ces avoirs devrait être transformée en certaines matières premières nobles, en autres devises ou même en droits de tirage spéciaux (DTS).

Par ailleurs, il faut lever le pied sur le rythme d'exploitation de nos hydrocarbures. Mieux vaut avoir notre or noir dans notre sous-sol qu'échangé contre du papier vert voué à la dévalorisation ! La pression sur nos gouvernants sera vive et la tentation forte de vendre le maximum de pétrole. C'est que les prix connaîtront

des pics bien hauts et l'argent pourrait couler à flots.

L'Etat algérien doit préserver ces richesses temporaires et tant convoitées et en aucun cas les gaspiller au profit d'une seule génération pour ne pas dire au profit d'une caste. Les grands pays, assoiffés de pétrole, utiliseront tous les moyens de contrainte pour faire pomper toute trace d'hydrocarbures du sous-sol. La diplomatie algérienne aura fort à faire.

D'autre part, le gouvernement doit entamer une politique nationale en faveur de la production de biens de consommation courante en Algérie. Notre adhésion à l'OMC devient problématique au regard des évolutions et risquerait même de devenir néfaste dans le contexte à venir.

Une politique de protection de nos industries et entreprises doit être entamée sans complexes, utilisant autant les barrières douanières que les crédits à l'investissement ou à la consommation orientés vers la production nationale. Il faudrait revenir aux négociations bilatérales et s'engager prudemment dans les accords multilatéraux.

A l'intérieur de nos frontières, il faudra, par contre, orienter les capitaux vers l'investissement productif et compatible avec le développement durable. En même temps, il nous faudra prendre des mesures drastiques mais transparentes contre les importations inutiles ou qui concurrencent nos producteurs. En un mot, il faudrait inverser la politique appliquée depuis trop longtemps qui bloquait la production nationale par des lois anti-libérales et bureaucratiques tout en ouvrant le marché aux importations des biens et services. Enfin, l'aménagement du territoire, avec un redéploiement incitatif des populations sur de vastes zones dans le pays profond devrait venir en soutien à une politique d'investissement d'envergure dans l'agriculture et l'hydraulique pour préparer le pays à affronter les pénuries alimentaires qui s'annoncent à l'horizon et pour une meilleure sécurité du pays.

Mais, bien avant tout cela, le consensus politique devra être reconstruit. Le retour de l'Etat de droit et la mise en place d'un processus de démocratisation, sincère, réaliste et fiable en seront les conditions sine qua non.

S. D.